

ACTION URGENTE

AZERBAÏDJAN. UN MILITANT DÉTENU AU SECRET RISQUE LA TORTURE

Le militant politique Faraj Karimov, qui critique régulièrement le gouvernement azerbaïdjanais, a « disparu » le 23 juillet 2014. On a appris plus tard qu'il avait été arrêté par la police, mais on ignore toujours où il se trouve, et il risque de subir des actes de torture et d'autres mauvais traitements. Son frère, Siraj Karimov, avait été arrêté six jours plus tôt.

Faraj Karimov est un membre actif de la branche Jeunes du Parti de l'égalité, un parti politique d'opposition. Il tient aussi un blog et critique ouvertement le gouvernement sur les réseaux sociaux.

Faraj Karimov a téléphoné à son père dans la matinée du 23 juillet pour lui dire qu'il était suivi par des personnes en civil. Depuis, son téléphone sonne dans le vide. Son père a téléphoné à plusieurs reprises au ministère de l'Intérieur, mais il n'a obtenu aucune information sur son fils.

Plus tard dans la journée, les autorités azerbaïdjanaises ont annoncé que Faraj Karimov avait été arrêté pour usage de stupéfiants. Cependant, elles n'ont pas révélé où il se trouvait et n'ont pas autorisé son avocat ni sa famille à le contacter. Ses proches craignent qu'il ne subisse des actes de torture et d'autres mauvais traitements. Ils s'inquiètent aussi de son état de santé, car il souffre de graves problèmes cardiaques et pulmonaires.

Le frère aîné de Faraj Karimov, **Siraj Karimov**, a été arrêté pour usage de stupéfiants le 17 juillet. Les policiers ont affirmé avoir trouvé de la drogue dans ses poches. La famille affirme catégoriquement que ni Faraj, ni Siraj ne se droguent. Elle est convaincue que Siraj Karimov a été arrêté uniquement à cause des activités politiques de son frère.

Amnesty International a déjà eu connaissance de cas de militants politiques et de défenseurs des droits humains azerbaïdjanais détenus au secret et passés à tabac dans le but de leur faire « avouer » des crimes. Ce n'est pas la première fois non plus que les autorités de ce pays utilisent des accusations d'usage de stupéfiants montées de toutes pièces contre des personnes qui les critiquent ouvertement.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en turc azéri, en russe, en anglais ou dans votre propre langue :

- exprimez votre crainte que les accusations portées contre Faraj et Siraj Karimov ne soient motivées par des considérations politiques et insistez pour que des enquêtes impartiales soient menées sur les allégations d'usage de stupéfiants, et pour que ces deux hommes soient relâchés immédiatement si ces allégations s'avéraient infondées ;
- appelez les autorités à informer sans délai la famille de Faraj Karimov du lieu où il est détenu, à garantir sa sécurité et à veiller à ce qu'il ne soit pas torturé ni maltraité ;
- demandez-leur d'autoriser Faraj Karimov à contacter immédiatement un avocat de son choix ;
- insistez sur la nécessité de respecter pleinement et de protéger le droit à la liberté d'expression en Azerbaïdjan.

VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 5 SEPTEMBRE 2014 À :

Président de l'Azerbaïdjan

Ilham Aliyev

Office of the President of the Republic

of Azerbaijan

19 Istiqlaliyyat Street

Baku AZ1066, Azerbaïdjan

Fax : +994 12 492 0625

Courriel : office@pa.gov.az

Formule d'appel : Dear President Aliyev,

/ Monsieur le Président,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Azerbaïdjan dans votre pays. (adresse/s à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax, courriel, formule d'appel

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

Procureur général

Zakir Qaralov

7 Rafibeyli Street

Baku AZ1001, Azerbaïdjan

Courriel : info@prosecutor.gov.az

Formule d'appel : Dear Prosecutor

General, / Monsieur le Procureur général,

Ministre de l'Intérieur

Ramil Usubov

7 Azerbaijan Avenue

Baku AZ1005, Azerbaïdjan

Fax : +994 12 590 9699

Courriel : info@mia.gov.az

Formule d'appel : Dear Minister, /

Monsieur le Ministre,

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

AZERBAÏDJAN. UN MILITANT DÉTENU AU SECRET RISQUE LA TORTURE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Amnesty International est préoccupée de longue date par le fait que les autorités azerbaïdjanaises ne protègent pas les droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion, en violation de leurs obligations au regard du droit international. Les personnes qui, dans le pays, expriment des opinions dissidentes sont fréquemment la cible d'accusations forgées de toutes pièces, d'agressions, de harcèlement, de chantage ou d'autres représailles de la part des autorités et des groupes qui leur sont liés. Les responsables de l'application des lois recourent régulièrement à la torture et à d'autres formes de mauvais traitements contre des militants de la société civile, en tout impunité.

Amnesty International a eu connaissance de dizaines de cas similaires à ceux de Faraj et Siraj Karimov, et a recensé au moins 17 personnes qu'elle considère comme des prisonniers d'opinion, détenus uniquement pour avoir tenté d'exercer pacifiquement leur droit à la liberté d'expression. Pour de plus amples informations, voir : *Behind bars: Silencing dissent in Azerbaijan* (<http://www.amnesty.org/en/library/info/EUR55/004/2014/en>).

Noms : Faraj Karimov, Siraj Karimov
Hommes

AU 186/14 Index : EUR 55/008/2014, 25 juillet 2014